

Approches globales et solidaires en sécurité alimentaire

Vous êtes invité.e à participer à un séminaire sur les Approches globales et solidaires en sécurité alimentaire, organisé par le CREMIS lundi le 25 octobre 2021 de 9h00 à 11h00 (heure du Québec)

Le séminaire portera sur la question principale et les sous-questions suivantes :

En quoi consistent les pratiques alternatives en sécurité alimentaire qui tendent davantage vers une approche globale des personnes et leur bien-être et une réelle prise en compte des particularités des populations desservies?

De quelles pratiques et de quelles populations s'agit-il ? En fonction des contextes et des projets, certaines dimensions du bien-être se révèlent-elles plus particulièrement ciblées ou prises en compte? Plus globalement, comment tient-on compte des différentes dimensions du bien-être au cœur des pratiques identifiées ? Comment la prise en compte de ces dimensions se traduit-elle concrètement dans les pratiques auprès des différentes populations rejointes? Qu'est-ce qu'on sait de l'impact de ces pratiques sur les personnes comparativement à d'autres pratiques plus «traditionnelles»?

Ce séminaire s'inscrit dans le champ *Territoires et systèmes alimentaires* du CREMIS animé par le *Collectif en sécurité alimentaire du Réseau des villes et régions laboratoires du CREMIS*.¹ Le collectif existe pour mettre en dialogue des travaux élaborés dans des contextes nationaux et régionaux distincts, avec des méthodologies et des objectifs spécifiques, pour se nourrir mutuellement, identifier des brèches communes pour l'action et souligner la portée générale des enseignements issus des différentes approches.

¹ Ce collectif anime le champ *Territoires et systèmes alimentaires* du CREMIS et est composé de Christopher McAll (Université de Montréal), Jean-Baptiste Leclercq (Université de Montréal et CIUSSS du Centre-Sud de l'île-de-Montréal), François Régimbal (Cégep du Vieux-Montréal), Aude Fournier (Cégep de Victoriaville), Marta Llobet, Paula Duran Montfort, Claudia Rocio Magana Gonzalez, Maria Eugenia Piola Simioli, Araceli Munoz Garcia (Université de Barcelone), Fabio Berti (Université de Sienna), Chantal Mazieff, Cyril Villet, Manuella Ngnafeu (École supérieure de Praxis sociale de Mulhouse en Alsace), Déborah Myaux, Alexia Serré, Lotte Damhuis, Flavie Leclair, Catherine Rousseau (Fédération des services sociaux de Bruxelles) avec la collaboration de Baptiste Godrie (Université de Sherbrooke) et de l'Équipe des organisateurs communautaires en sécurité alimentaire du CIUSSS du Centre-Sud de l'île-de-Montréal.

Les travaux et échanges du collectif mettent l'accent sur la transformation sociale que pourrait favoriser le développement de certaines approches alternatives en sécurité alimentaire. Ils explorent en particulier les approches fondées sur la reconnaissance des personnes dans les différentes dimensions de leur bien-être,² et la prise en compte des vécus spécifiques de différentes populations (en lien avec l'alimentation et l'aide alimentaire) selon les contextes étudiés (voir Berti *et al.*, «Pour une approche globale et solidaire en sécurité alimentaire», *Revue du CREMIS*, 10(1), 2017, p. 44-51, et les articles publiés par les membres du collectif, en français, anglais et espagnol, dans la revue *Anthropology of Food*, S15 2020, Précarisation alimentaire, résistances individuelles et expériences pratiques: regards locaux, régionaux, transnationaux.)

Même si les positions développées par le collectif constituent en quelque sorte le fil rouge traversant ces séminaires, les participant.e.s seront invité.e.s à partager et à mettre en commun leurs propres expériences et réflexions en lien avec le sujet, que ce soit en tant que praticien.ne.s, chercheur.e.s ou citoyen.ne.s engagé.e.s.

Grands constats et hypothèses mises au travail au sein du Collectif

1.1. Dans les cinq sociétés observées – Alsace, Catalogne, Québec, Toscane, Wallonie-Bruxelles – le système traditionnel d'aide alimentaire d'urgence a peu changé depuis le XIXe siècle. Ce système est généralement porté à bout de bras par des organismes religieux ou laïcs avec peu de financement stable et qui font appel à des bénévoles pour aider dans la distribution des aliments, quoiqu'il y a eu aussi une certaine évolution et professionnalisation dans la période récente. Ce mode de distribution, largement fondé sur le principe du don et de la charité, impose très souvent des conditions d'accès et limite (voire exclut) les possibilités de choix des aliments. Il induit parfois un jugement moral porté sur les personnes, jugement qui peut être pour elles symboliquement violent et générer un sentiment de honte. D'autres types d'acteurs pratiquent également l'aide alimentaire, pour certains avec une vision différente, qu'il s'agisse, par exemple, d'associations se définissant comme solidaires ou humanitaires ou des institutions publiques d'assistance.

1.2. Le risque, dans l'approche traditionnelle, est de réduire les personnes à des «bouches à nourrir», reproduisant ainsi la «réduction identitaire» qui est au cœur des rapports sociaux inégalitaires.

² Nous distinguons cinq dimensions du bien-être, détaillées dans le point 1.4

1.3 Il y a cependant, dans ces cinq régions et parfois associé à ces mêmes organismes «traditionnels», un foisonnement de pratiques visant de nouveaux rapports à l'alimentation et à la sécurité alimentaire, comprenant la production locale et bio-intensive sur de petites surfaces, des jardins ou espaces potagers communautaires, grainothèques (services d'échanges de graines), composts collectifs, serres communautaires, services de prêt d'ustensiles de cuisine et de jardinage, épiceries solidaires ou sociales, frigos solidaires, marchés de quartier, groupes d'achats en commun, cuisines collectives, fours-à-pain communautaires, cafeterias communautaires, restos sociaux et à prix libre, *food-trucks* sociaux, ainsi que d'autres pratiques collectives de production, distribution, préparation et consommation des aliments. Il y a aussi globalement le souhait de travailler de manière systémique sur le système alimentaire et ses différents composants et acteurs, en permettant, par exemple, la rencontre entre des producteurs vivriers et des groupes de mangeurs, afin de pouvoir assurer un prix juste aux uns et un prix accessible aux autres.

1.4. Nous qualifions certaines de ces approches d'«alternatives», dans la mesure où elles apparaissent plus enclines de traiter les personnes non pas de manière réductrice (i.e. des «bouches à nourrir») mais dans leur globalité, c'est-à-dire en tenant compte des multiples dimensions de leur vie. Une telle approche globale peut ainsi être pensée en lien avec ce que nous appelons dans notre Collectif les «*cinq dimensions du bien-être*» : le bien-être «matériel» (avoir des conditions matérielles de vie adéquates), le bien-être «relationnel» (être bien dans ces rapports avec autrui), le bien-être «corporel» (santé physique et mentale), le bien-être «décisionnel» (pouvoir prendre ses propres décisions), et le bien-être «temporel» ou «spatio-temporel» (être bien dans ses temps de vie et dans les lieux et les temps routiniers du quotidien). Cette approche globale est fondée sur la reconnaissance de la valeur égale de chaque être humain, ainsi que sur la réciprocité comme principe des échanges plutôt que la charité, le don ou la dépendance.

1.5. Ces cinq dimensions du bien-être peuvent être pensées plus spécifiquement, en termes d'alimentation, en lien avec la sécurité alimentaire (bien-être matériel), la sociabilité alimentaire (bien-être relationnel), les qualités nutritives et gustatives des aliments (bien-être corporel), l'autonomie alimentaire (bien-être décisionnel) et les lieux et temps routiniers ou festifs dédiés aux activités alimentaires (bien-être spatio-temporel).

1.6. Les personnes vivant l'insécurité alimentaire partagent le trait de ne pas pouvoir répondre à leurs besoins en matière d'alimentation, soit en raison d'une insuffisance de revenu, soit, dans certains cas, en raison d'incapacités liées à des maladies chroniques ou au vieillissement, soit pour d'autres raisons, dont par exemple, la dénutrition liée à l'isolement social.

1.7. Dans les cinq régions étudiées, ces différentes raisons pour faire appel à l'aide sont liées cependant à l'expérience de groupes distincts de la population, par exemple, l'expérience de mères seules avec enfants à charge, de travailleurs et travailleuses pauvres, d'étudiant.e.s, de familles immigrantes, de personnes âgées ou de personnes sans domicile, et tous ces groupes – tout en étant eux-mêmes diversifiés à l'interne – ont des caractéristiques et vivent des expériences qui les distinguent des autres.

1.8. Les mères de famille monoparentale, par exemple, assument souvent seules, avec peu de moyens, la responsabilité de répondre aux besoins de leurs enfants – alimentation, logement, santé, habillement, entre autres. Les familles immigrantes peuvent faire face au racisme et à la discrimination, tout en ayant de la difficulté à maintenir ou faire valoir leurs repères culturels en matière d'alimentation. Les personnes âgées peuvent être sujettes à l'âgisme, au fait d'être reléguées à la marge de la société et de connaître l'isolement, tout en ayant des besoins particuliers liés à leur condition de santé physique et mentale. De leur côté, les «personnes sans domicile» comprennent une variété de populations, composées d'hommes et de femmes d'âge et d'origine variés, dont les parcours aboutissent à l'expérience commune d'être sans domicile, avec la recherche constante de nourriture et d'abri, la santé physique et mentale gravement affectée, et le sentiment de ne pas exister aux yeux des autres. Dans tous ces cas, les conditions de vie et les différents préjugés auxquels font face ces populations exigent des approches diversifiées.